

Les maires de Corse-du-Sud relancent le débat sur les déchets

L'association des maires et des présidents d'EPCI de Corse-du-Sud s'est réunie hier en présence de la préfète de Corse et du président du conseil exécutif, afin de repenser dans sa globalité le problème de la gestion des déchets

L'association des maires et des présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), présidée par Joselyne Mattei-Fazi, maire de Penno, avait convoqué hier, dans la salle des délibérations du palais l'antiv de la collectivité de Corse, une assemblée générale extraordinaire consacrée à la problématique des déchets.

Le moment rassemblait également Josiane Chevalier, préfète de Corse, Gilles Simeoni, président du conseil exécutif, Sylviane Oberlé, responsable environnement et développement durable à l'association des maires de France (AMF), Caroline Girard, AMF, Pierre-Marie Mancini, président de l'association des maires de Haute-Corse, Camille Fabre, directeur de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) Corse, ainsi que Xavier Poli, vice-président du Syndicat.

Tous les invités ont répondu présent. De fait, un objectif essentiel est atteint. "Cette rencontre vise à réunir l'ensemble des acteurs concernés par cette thématique et à étudier, dans le cadre de la concertation la plus large possible, les différentes solutions techniques envisageables à moyen terme afin de régler cette question de la gestion des déchets qui revient de façon récurrente sur le devant de la scène et qui est très préoccupante pour le devenir de nos populations et de nos territoires", insiste Joselyne Mattei-Fazi.

Dans la salle des délibérations, on relance la discussion, tout en prenant appui

sur des données matérielles fournies par Sylviane Oberlé. À ce stade de la concertation, le propos porte, entre autres, sur la collecte sélective, les biodéchets, le compostage, la méthanisation ou encore la production de combustibles solides de récupération (CSR). Les diagnostics sont posés et les pistes de réflexion sont tracées.

La spécialiste se fera aussi insistante sur un point. "Rien ne se passe sans portage politique. Le seul moyen de sortir de l'ornière est d'avoir la volonté politique de changer les choses. La technique suivra." Une affirmation à laquelle souscrit tout à fait Gilles Simeoni. "Il faut dès à présent que nous donnions tous ensemble des signes forts que le système a changé. Sinon, le 5 ou le 10 août, nous allons nous retrouver dans une impasse", prévient-il.

"Un acteur engagé"

La partition des élus locaux sera déterminante. "Parce que c'est vous qui êtes interpellés par votre population, c'est vous qui connaissez votre territoire et ses contraintes pour savoir, une fois le principe du tri posé, si on va faire du porte-à-porte ou du point d'apport volontaire", reprend le président de l'exécutif.

Il s'agira encore, selon lui, de clore le débat sur l'incinérateur, "un débat d'arrière-garde". Face aux maires et présidents d'EPCI, il maintient ses positions. "La stratégie que nous construisons comporte trois étapes. La première correspond au tri, à la fois une nécessité absolue et un impératif légal. La se-



La réunion a été l'occasion d'accéder à une information précise mais aussi de réaffirmer la nécessité de réfléchir tous ensemble et de mettre en œuvre, à brève échéance, les solutions adéquates.

PHOTO PIERRE-ANTOINE FOURNEL

"Une nouvelle crise se profile"

Selon la présidente de l'association des maires et président des EPCI de la Corse-du-Sud, il y a urgence à passer à l'action. Le contexte marqué par différentes tensions conforte le parti pris. "95 % de nos déchets sont enfouis. Or, l'enfouissement ne fonctionne pas. Cette méthode polue, coûte cher à la population et, au-delà, atteint ses limites. Des centres d'enfouissement technique ont fermé, d'autres suivront car leur capacité d'enfouissement est atteinte ou en passe de l'être, voire d'être déjà dépassée", insiste-t-elle. Dans ces conditions, il est également clair que "une nouvelle crise se profile". Une perspective qui, on l'espère, ne se concrétisera pas.

V. E.

compétence de l'institution régionale et des intercommunalités. Mais je ne vois pas comment l'État pourrait se désintéresser d'une question d'intérêt général", affirme Josiane Chevalier.

La préfète se montre optimiste. "Nous avons chacun un rôle à jouer et je suis persuadée, avec la force de conviction que nous affirmons, nous trouverons la solution adéquate." Avant de

conclure avec Joselyne Mattei-Fazi. "Le problème du traitement des déchets n'est pas une fatalité."

Juste une mauvaise séquence dont il faut se sortir. VÉRONIQUE EMMANUELLI